

17.02.2009 - 11:00 Uhr

La politique de transfert a 15 ans: les mesures coercitives menacent les emplois

Bern (ots) -

Au cours des 15 dernières années, la politique de transfert de la Suisse s'est toujours plus concentrée sur les mesures coercitives à l'encontre du transport routier. Conséquence: le trafic international de transit a continué d'augmenter. Par ailleurs, de nombreux emplois sont menacés en Suisse. Et l'entrée en vigueur de la bourse planifiée du transit alpin, défendue avec véhémence par certains romantiques du trafic, n'y changera rien, bien au contraire: les autorités suisses mettront encore d'autres emplois nationaux en jeu sans que l'environnement y trouve son compte.

15 après la votation du 20 février 1994 lors de laquelle le peuple suisse s'est prononcé en faveur du transfert du trafic de transit à travers les Alpes, les autorités responsables et les romantiques du trafic se retrouvent devant un tas de ruines. Tous les concepts, toutes les mesures ont échoué! Cet échec est à mettre sur le compte des instruments totalement inadaptés mis en oeuvre pour l'application de ce transfert. Des mesures coercitives unilatérales à l'encontre du transport routier comme le système compte-gouttes devant le tunnel du Gothard, des formalités douanières compliquées et des fermetures de routes intolérables avec la phase rouge, summum en matière de tracasseries, ne parviennent visiblement pas à transférer le trafic de la route au rail.

Le transport routier pris à la gorge par l'état

Au lieu de cela, le trafic de transit international, qui aurait dû être l'objet principal du transfert selon l'article sur la protection des Alpes, a augmenté de façon disproportionnée. Les trajets à travers les Alpes se chiffrent toujours à 1,3 million, ce qui représente plus de la moitié de l'objectif chiffré de 650'000, alors que la part du trafic intérieur a tendance à diminuer! Plus grave encore, le fait que ces mesures coercitives menacent de plus en plus d'emplois. Les charges fiscales en constante augmentation et plus particulièrement une RPLP renchérie de façon illicite mettent un nombre toujours plus grand de transporteurs sous pression, avec pour conséquences du chômage partiel, des licenciements voire même des faillites!

L'éventuelle introduction d'une bourse sur le transit alpin (BTA), prônée comme le nouveau remède miracle à tous les maux, aggraverait encore cette tendance. Il faut en effet savoir que contrairement à ce que prétendent les milieux idéalistes, il s'agit bien là d'un contingentement du transport routier relevant d'une économie planifiée. Une fois de plus, le trafic intérieur et l'économie suisse sont pris à la gorge par l'état.

Contact:

ASTAG Schweizerischer Nutzfahrzeugverband
Michael Gehrken
031 370 85 85
Weissenbühlweg 3
3007 Bern

Diese Meldung kann unter <https://www.presseportal.ch/fr/pm/100001880/100577848> abgerufen werden.